

Réflexions sur la conférence et perspectives d'avenir

Excellences Messieurs, Mesdames les Ministres, Parlementaires et Ambassadeurs,
Monsieur le Sous-secrétaire Général et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits Etats insulaires,
Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies à cette conférence,
Distingués invités,
Chers Collègues

Je tiens d'abord à remercier le Ministre des Affaires Etrangères du Bénin, Monsieur Nassirou BAKO-ARIFARI, et l'Ambassadeur du Bénin aux Nations-Unis, Monsieur Zinsou, de m'avoir invitée à cette importante conférence. En qualité d'Haïtienne, je suis particulièrement émue d'être au Bénin. Nos historiens nous ont informés qu'une grande partie de nos ancêtres ont été capturés au Bénin pour travailler comme esclaves dans les champs de canne des colonies des îles de la Caraïbe dont Haïti. Il existe donc d'emblée une connexion, une relation historique importante entre nos deux pays. Aussi, je suis ravie d'être ici, et je vous remercie pour l'accueil et l'hospitalité.

Il m'a été demandé dans cette session de clôture de proposer une réflexion sur la conférence. Exercice difficile en soi puisqu'il s'agit de saisir dans leur complexité les multiples interventions qui nous ont été offertes, d'en extraire le sens et de tenter d'en restituer l'essentiel dans un temps record. Je tâcherai d'être à la hauteur.

Je commencerai cette réflexion en reprenant le thème général de la conférence : Conférence Ministérielle sur les nouveaux partenariats pour le renforcement des capacités productives dans les pays les moins avancés.

Première réflexion : parler de renforcement des capacités productives renvoie à un certain nombre de thématiques qui ont été abordés au cours des différentes sessions et sur lesquelles il est nécessaire d'insister. Il s'agit d'abord d'éducation, de maîtrise de savoir scientifique et de savoir-faire technologique, particulièrement pour les jeunes, hommes et femmes, en puissance d'apprentissage, ayant donc l'énergie et l'intelligence qu'il faut pour être des agents de changement. On a beaucoup parlé ici de la chaîne des valeurs, pas assez peut-être de la chaîne éducative, c'est-à-dire de l'investissement nécessaire pour une profonde remise en question des systèmes éducatifs qui ne sont plus adaptés au monde d'aujourd'hui et ne fonctionnent plus dans beaucoup de nos PMA, et ceci de la petite enfance à l'enseignement supérieur sans oublier les écoles professionnelles dont nos pays ont tant besoin en cette ère technologique.

Cependant, ces capacités productives s'inscrivent aussi dans une stratégie de développement qui doit placer l'homme et la femme au cœur des décisions menant à une réelle maîtrise de notre environnement historique, physique, matériel et culturel - (je regrette qu'il ait été peu question de culture ici alors que nous savons combien la culture est un puissant facteur de développement), afin de produire les biens et services de qualité qui répondent aux besoins des populations concernées. Il

y a là un véritable défi à relever. On l'a dit et répété au cours de cette conférence : pourquoi y a-t-il tant de pauvreté en Afrique alors qu'elle est riche en ressources de toutes sortes ? Il faut donc que de l'intérieur, se construisent les connaissances scientifiques et les savoir-faire technologiques, en ayant un parti pris radical pour l'émancipation des populations, surtout des jeunes, et casser ainsi le cycle de la dépendance et gagner une large autonomie de production, d'action et de recherche appliquée.

Cela me mène à une seconde réflexion : les nouveaux partenariats. J'insisterai sur le mot nouveau. Il signifie pour moi qu'il nous faut inventer d'autres modes d'échanges et de circulation d'information. Il nous faut apprendre à reconnaître le potentiel des uns, plutôt que de souligner leurs faiblesses, et saluer les avancées des autres, plutôt que de parler de supériorité. Ainsi il s'agira d'harmoniser les « capacités » dont parle Amartya Sen ; les faire monter en puissance de part et d'autre, et d'être solidairement redevables les uns envers les autres des actions engagées mutuellement dans une perspective à long terme.

J'arrive à ma troisième réflexion sur la conférence : il s'agit bien d'une conférence ministérielle. Elle renvoie donc au politique et à la gouvernance, et à leur rôle dans la mise en place de nouvelles politiques publiques et ingénieries administratives susceptibles de transformer les institutions et d'établir dès lors des partenariats sur les bases dont nous venons de parler plutôt que de continuer à signer des accords sur des projets dispersés n'ayant aucun impact positif sur l'ensemble de la société, et qui trop souvent sont l'objet d'une coopération de l'offre plutôt que de la demande.

Si les politiques sont des acteurs incontournables, il n'en demeure pas moins que les autres acteurs ont également leur place : la société civile dans ses multiples déclinaisons, les communautés et leurs associations, le secteur privé, les syndicats, le monde académique. Malheureusement, il existe dans beaucoup de nos pays une profonde déconnexion entre ces secteurs qui travaillent trop souvent en vase clos et parfois même les uns contre les autres. Il ne s'agit nullement de tout aplatir dans une vision totalement irréaliste d'un monde commun, la société est plurielle et fonctionne dans le dissensus plutôt que dans le consensus. Mais dans un même champ il existe des synergies sur lesquelles il faut pouvoir capitaliser et construire, dans l'intérêt public et le bien commun.

Et cela m'amène, pour conclure, à la réflexion sur les perspectives : je suis membre d'un groupe indépendant d'experts sur les PMA. Et c'est d'ailleurs en cette qualité que je suis invitée à cette conférence. Il est constitué par des personnalités hautement crédibles et engagées à titre personnel dans la lutte pour l'éradication de la pauvreté et pour une distribution équitable des richesses. L'un de nos objectifs est de pouvoir faire en sorte que la situation et les besoins des PMA, soient pris en compte dans l'agenda Post-2015 des objectifs du développement durable. Les PMA sont membres des Nations-Unies à part entière, elles doivent donc prendre pleinement part au processus qui établit l'agenda afin que leur voix soit entendue. Les PMA peuvent jouer un rôle de leadership et poser les bases des nouveaux partenariats en proposant des solutions pratiques aux problèmes qui concernent

leurs pays respectifs dans leur similarité et leur diversité. Les problèmes sont connus, ils ont été posés ici même au cours de cette conférence : énergie, infrastructures, agriculture, éducation, science et technologie, accès aux marchés etc...

Par ailleurs, il est également important de constater qu'il existe dans tous les PMA dans l'hétérogénéité qui les caractérise, des expériences valables établies dans diverses communautés ayant un impact certain sur la vie des populations. Ici même il a été question de projets d'économie verte, de forêts modèles en Afrique, d'économie bleue, du leadership des femmes, d'espaces publics garantissant le bien-être des populations. Dans mon propre pays, malgré la fragilité de nos institutions et les catastrophes humaines et naturelles qui nous ont frappées, des expériences innovantes se sont développées au cours des ans avec des résultats notables en agriculture, en environnement, en urbanisation de quartiers précaires, en éducation, en transformation de produits, même lorsque cela se fait à petite échelle. Et c'est justement là qu'il faut se poser des questions. Comment faire pour que ces expériences porteuses montent en échelle, s'établissent en réseaux locaux, nationaux et internationaux, et alimentent des politiques publiques seules susceptibles de les inscrire dans la durée, au bénéfice des populations concernées.

Nous vivons dans un monde en pleine mutation, et plein d'incertitudes. Dans ce monde qui change, le développement est un processus transformatif complexe et long. Il y a de cela 30 ou 40 ans nous ne parlions pas encore de globalisation, de changements climatiques et de leurs effets sur tous les pays du monde (pas seulement les PMA même si ceux-ci demeurent les plus vulnérables), et l'information ne circulait pas à la vitesse actuelle. Les stratégies d'antan ne fonctionnent plus et nous ne pouvons pas être seulement réactifs, mais devons anticiper.

Nous devons ainsi développer des instruments qui peuvent orienter valablement les nouvelles stratégies en faveur des PMA. Par exemple, la coopération sud-sud sur l'énergie qui demeure un problème considérable dans nos pays ; les stratégies économiques qui donnent aux femmes leadership et capacités ; le fonds national pour le développement réduit de carbone ; le panel africain de haut niveau pour le développement de l'énergie pour tous (SE4ALL).

Si nous voulons construire ensemble un monde plus juste, si nous voulons que notre planète terre cesse d'être un lieu de désastre et de destruction, et qu'elle soit une terre nourricière susceptible de produire de quoi nourrir nos populations dans des conditions qui protègent l'environnement, nous, hommes et femmes, devons dès aujourd'hui apprendre à être novateurs, créatifs, résilients et commencer vraiment à investir dans l'avenir.

Merci

Michèle Duvivier Pierre-Louis,
Cotonou, 31 juillet, 2014